

□□□□ **Bulletin** **TQR**

Table Québec-régions



Volume 1, Numéro 6
Été 2006

Rubriques

Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale	1
À découvrir : des régions et des idées	3
À inscrire à l'agenda	6
Quoi de neuf ?	6

■ Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale

Le traitement des propositions soumises par les conférences régionales des élus (CRÉ) dans le cadre du volet 3 du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale (adaptation des normes et des programmes aux réalités locales et régionales) est presque complété.

Un rapport sur la mise en œuvre du protocole d'entente intervenu entre le gouvernement et les présidentes et présidents des CRÉ sera déposé au gouvernement à l'automne 2006. Ce rapport fera le point sur l'état d'avancement de chacun des trois volets du projet gouvernemental dont l'examen a été confié à la Table Québec-régions (TQR).

Ça s'est passé en région

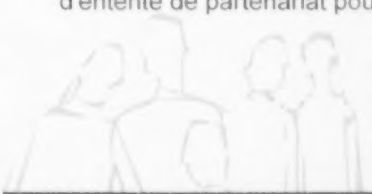
Le Programme de participation régionale à la mise en valeur des forêts

Le 29 mai dernier, au nom du ministre des Ressources naturelles et de la Faune M. Pierre Corbeil, la ministre déléguée aux Transports, ministre responsable de la région de la Mauricie et députée de Lavolette, Mme Julie Boulet, a annoncé le versement d'une somme de 497 000 \$ à la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie pour atteindre les objectifs du Programme de participation régionale à la mise en valeur des forêts. Cette somme s'ajoute aux 275 000 \$ octroyés à la CRÉ dans le cadre du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales ainsi qu'à la conception et à la préparation des plans régionaux de développement forestier.

La ministre Boulet a affirmé que « cette aide illustre bien notre volonté de régionaliser, de décentraliser et de moderniser la gestion de la forêt afin de la rapprocher davantage des gens. Nous agissons simultanément sur plusieurs chantiers qui touchent le développement durable de nos forêts. Ils visent un juste équilibre entre les besoins sociaux, économiques et environnementaux de notre société ».

La signature d'une entente de partenariat entre la Conférence régionale des élus des Laurentides et son URLS, Loisirs Laurentides

Lors de la réunion de son conseil d'administration du 15 juin dernier, la CRÉ des Laurentides a entériné la signature d'une entente de partenariat avec l'Unité régionale de loisir et de sport (URLS) Laurentides, répondant ainsi au souhait exprimé par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier, lors de la TQR du 9 février dernier. En effet, lors de cette rencontre de la TQR, le ministre avait indiqué qu'il souhaitait recevoir de chaque URLS et de la CRÉ du territoire qu'elles partagent, un projet d'entente de partenariat pour la réalisation de leur mission régionale.



Affaires municipales
et Régions

Québec □□□□

L'entente conclue a pour objets : un mécanisme de concertation régionale en matière de loisir et de sport; les responsabilités régionales et nationales qui doivent être assumées; une planification annuelle qui intègre des objectifs et des résultats attendus précis, et une reddition de comptes annuelle de l'URLS à la CRÉ, à la population et au ministre. De plus, la CRÉ des Laurentides et Loisirs Laurentides ont convenu de travailler conjointement à la préparation d'une entente avec Sports-Québec pour le programme des jeux du Québec.

La tournée du MRNF en Mauricie

Le 22 juin dernier, les représentants du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) se sont rendus en Mauricie dans le cadre d'une tournée des régions liée à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT).

Vouées à remplacer les commissions forestières régionales (CFR), ces commissions ont un mandat élargi visant la production et la mise en œuvre de plans régionaux de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRNT).

Les membres de la CFR de la Mauricie, directement touchés par ce changement, ont donc eu l'occasion de se familiariser avec la nouvelle orientation du Ministère, tout en faisant valoir leur préoccupation quant à la protection, à l'aménagement et à la mise en valeur des ressources du milieu forestier mauricien.

Lors de son conseil d'administration du 28 juin dernier, la CRÉ convenait par résolution de la transformation de la CFR en CRRNT et ce, conformément au schéma de gouvernance mis en œuvre par le Ministère. Ainsi, en ajoutant les mines et l'énergie aux mandats anciennement dévolus à la CFR, la CRÉ favorise l'élargissement des responsabilités de la CRRNT pour couvrir l'ensemble du domaine des ressources naturelles et du territoire.

Ça s'est passé dans les ministères et organismes gouvernementaux

L'Ordre national du Québec décerné à M. Johnny Ned Adams. Le 20 juin dernier, 31 nouveaux membres ont été accueillis au sein de l'institution honorifique la plus prestigieuse du gouvernement du Québec lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement. À cette occasion, M. Johnny Ned Adams a été reçu Chevalier de l'Ordre national du Québec.

Au cours de sa carrière politique, M. Adams a occupé les fonctions de maire du village de Kuujuaq, ainsi que de président de l'Administration régionale Kativik et du Conseil de développement régional Kativik. Son engagement dans le développement de sa communauté a permis à cette vaste région qu'est le Nunavik de se doter d'infrastructures et de services essentiels. Au cours des deux dernières décennies, Johnny Ned Adams a contribué de façon remarquable au maintien de relations harmonieuses entre le gouvernement du Québec et les Inuits, ainsi qu'à l'établissement de liens entre le nord et le sud du Québec.

(Référence : http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/publications/presentation_membres_2006.pdf)

Le Bureau de coordination du MTQ dans le Nord-du-Québec

Le ministère des Transports a procédé à la création du Bureau de coordination du Nord-du-Québec (BCNQ). En tant que direction stratégique et experte assurant une approche concertée et adaptée au contexte du Nord-du-Québec, ce bureau assure la cohérence ministérielle sur le territoire du Nord-du-Québec dans les domaines de l'exploitation, des investissements et de la planification touchant l'ensemble des modes, des services et des infrastructures de transport, et ce, en étroite collaboration avec les partenaires régionaux, provinciaux et fédéraux.



■ À découvrir : des régions et des idées

Bas-Saint-Laurent

Répertoire des fournisseurs et des gens de communication. Les intervenants régionaux de l'industrie des communications du Bas-Saint-Laurent bénéficient désormais d'un nouvel outil pour se faire connaître du public et échanger entre eux sur Internet : Le **Répertoire des fournisseurs et des gens de communication du Bas-Saint-Laurent** - www.bas-saint-laurent.org/comm

Ce site a été créé à la demande des gens de communication de la région pour répondre à deux besoins : une visibilité pour les différents fournisseurs régionaux, qui se verront peut-être ainsi accorder une certaine priorité dans les appels d'offres; une façon pour les communicateurs de nouer des liens plus étroits, de s'entraider et d'échanger sur leur pratique professionnelle.

(Référence : sabine.croix@bas-saint-laurent.org)

Mauricie

Branchement gratuit à Internet. Dans le cadre des initiatives favorisant la réduction des inégalités sociales mises en place par les promoteurs ayant obtenu une aide financière du Fonds de développement régional (FDR), l'entreprise TGV net Mauricie a lancé un appel de candidatures afin d'offrir à dix organismes communautaires de la région un branchement gratuit d'un an à Internet haute vitesse.

Les organismes ciblés devaient œuvrer pour la réduction de l'exclusion sociale, de la précarité et de la pauvreté qui affectent les jeunes de la Mauricie. Les dix organismes retenus sont situés à Trois-Rivières, à Saint-Thécle, à Saint-Séverin-de-Prouxville, et à Saint-Tite.

L'économie sociale en Mauricie. La CRÉ de la Mauricie, Emploi-Québec, l'Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi que le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) investissent 46 000 \$ pour développer l'économie sociale en Mauricie.

Ce montant octroyé au nouveau Conseil régional d'économie sociale (CRES) de la Mauricie servira principalement à la réalisation d'activités de promotion et de concertation favorisant la consolidation d'entreprises d'économie sociale, mais également l'émergence de nouveaux

créneaux et de nouveaux projets. À ce chapitre, il est intéressant de noter que des promoteurs mauriciens s'affairent actuellement à un projet, unique au Québec, portant sur la création de franchises sociales. Tous les partenaires sont d'avis qu'il s'agit là d'un moyen indéniable de positionner la Mauricie comme chef de file en matière d'économie sociale florissante et durable. C'est justement ce type de projets, entre autres, que souhaite soutenir le CRES.

(Référence : denise.hechard@cra-mauricie.qc.ca)

Montréal

Relève entrepreneuriale. La CRÉ de Montréal a entériné l'octroi d'un soutien financier du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) au projet « Relève entrepreneuriale » réalisé par le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) Montréal Métro.

Ce projet vise à mettre en œuvre un programme de sensibilisation, de formation et d'intégration de jeunes entrepreneurs dans l'acquisition d'entreprises existantes, assurant la transmission de compétences pertinentes en gestion dans un contexte d'occasion d'affaires.

Le programme offrira une formation complète en gestion d'entreprise, ainsi qu'un stage suivi d'un accompagnement dans les démarches d'acquisition. Au cours des cinq prochaines années, plus de 41 % des propriétaires de PME prendront leur retraite, et la plupart sans avoir assuré leur relève. Une étude du SAJE Métro, réalisée en partenariat avec le Centre local de développement (CLD) Ville-Marie auprès de jeunes entrepreneurs, a révélé qu'à peine 3 % d'entre eux étaient conscients de l'occasion d'acquisition d'entreprise que crée ce départ massif à la retraite chez les entrepreneurs.

Portrait des jeunes des régions récemment arrivés à Montréal.

Plus de 20 000 jeunes des différentes régions du Québec franchissent annuellement les ponts qui relient Montréal aux régions afin de venir y travailler, y étudier ou simplement y vivre. Les chocs qu'ils subissent sont nombreux : environnement urbain, sollicitations de toutes sortes, crise des valeurs et du mode de vie, diversité culturelle, etc. Plusieurs de ces jeunes se retrouvent démunis et isolés : ils ont besoin d'un réseau de socialisation et de sources d'information appropriées.

Afin d'aider ces jeunes migrants à s'intégrer et à participer à la vie montréalaise, le Forum jeunesse de l'île de Montréal s'est engagé dans la mise en place de mécanismes d'accueil mieux personnalisés et plus orientants. De concert avec Service Canada, il a réalisé une recherche-action destinée à dresser le portrait des jeunes Québécois de 15 à 29 ans qui sont à Montréal depuis moins de trois ans. Intitulée « Portrait sociodémographique des jeunes des régions nouvellement arrivés à Montréal », cette étude a servi à l'élaboration d'un plan d'action triennal (2006-2009) répondant aux diverses problématiques soulevées. Ce plan d'action sera mis en œuvre par le Forum et ses partenaires.

(Référence : ytheriault@credemontreal.qc.ca)

Abitibi-Témiscamingue

Forum régional de concertation. Une cinquantaine de personnes ont participé au troisième Forum régional de concertation tenu par la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue le 15 juin dernier. Ce forum visait à établir une vision stratégique pour l'élaboration du plan quinquennal de développement de la région.

À l'aide de présentations statistiques et d'un quiz, les animatrices de l'événement ont d'abord attiré l'attention des participants sur des éléments de réflexion précis : la démographie et le territoire; l'humain; l'économie, l'emploi et le partenariat; l'agriculture, les mines et les forêts; les ressources fauniques, l'eau et le tourisme; la culture et les communications; la santé et les services sociaux; les loisirs et les sports; l'éducation; l'innovation; l'environnement.

À la suite de cette activité, les orientations souhaitées par les participants ont été regroupées autour de quatre grands thèmes : le capital humain, la qualité de vie, le volet économique et le souhait de travailler ensemble afin de créer un véritable réseautage ainsi qu'un réel partenariat avec les communautés autochtones.

Selon l'échéancier prévu, la CRÉ présenterait son plan quinquennal de développement 2007-2011 avant Noël.

(Référence : nancy.manard@conferencieregionale.ca)

Côte-Nord

Stratégie régionale de recrutement et de maintien de la main-d'œuvre. La CRÉ de la Côte-Nord et ses partenaires ont procédé au lancement officiel de nouveaux outils vidéo et imprimés le 3 mai dernier, dans le cadre de la stratégie régionale de recrutement et de maintien de la main-d'œuvre.

Cette vaste stratégie régionale vise à mieux outiller les entreprises confrontées à une pénurie de main-d'œuvre de plus en plus sérieuse et à promouvoir la région auprès d'investisseurs potentiels.

Les vidéos, en versions française et anglaise, présentent la Côte-Nord sous l'angle de sa qualité de vie et de ses principaux secteurs d'activités. D'une durée de cinq minutes, la capsule « La Côte-Nord : une force d'attraction » regorge d'images exceptionnelles et de paysages grandeur nature évoquant la Côte-Nord comme un endroit où il fait bon vivre. De plus, des capsules de deux minutes exposent de façon plus approfondie des secteurs déterminés par les besoins pressants de main-d'œuvre prévus pour les prochaines années. On survole ainsi les perspectives de développement et les défis à relever dans les domaines de la foresterie et de la transformation du bois, des mines et de la transformation du minerai, de la métallurgie et de la transformation des métaux, de l'éducation, de la santé et des services sociaux, et enfin des services publics et de soutien aux entreprises.

(Référence : patrick.franco@credenord.qc.ca)

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

La cueillette de produits sauvages. En mai dernier, une première rencontre entre différents postes d'achat gaspésiens a eu pour objet l'établissement d'un réseau de cueillette et de mise en marché de produits sauvages. Servant d'intermédiaire entre des cueilleurs et le marché, le poste d'achat est responsable de l'acquisition de la matière première, de son conditionnement et de l'acheminement vers les acheteurs.

Le but de la rencontre était de créer un maillage entre les responsables de ces postes d'achat et d'examiner avec eux les différentes avenues de développement permettant de mieux structurer la cueillette et la mise en marché de ressources alimentaires sauvages comme les crosses de fougère, les bleuets, les boutons de marguerite, les champignons, etc.



Le coordonnateur du projet à la CRÉ, M. Claude-André Léveillé, s'est dit enchanté de la réunion, les responsables des postes d'achat s'étant montrés très réceptifs face au réseautage et à la mise en place d'un code d'éthique. Une première étape a consisté à jeter les bases permettant d'augmenter la diversité des ressources et des volumes récoltés par chaque station d'achat. Il a ensuite été convenu que la formation représentait l'élément clé grâce auquel seront assurées la pérennité de la ressource, l'efficacité des cueilleurs et la haute qualité du produit. La disponibilité de ces produits dans l'ensemble de la région s'est aussi avérée une cible à atteindre.

(Référence : caleveille@cre-qm.net)

Centre-du-Québec

L'Agence de géomatique du Centre-du-Québec. Par l'intermédiaire de la CRÉ, des MRC, d'organismes régionaux et de ministères, la région du Centre-du-Québec s'est dotée d'outils de connaissance géographique liés aux enjeux de développement local et régional. De ce partenariat est née l'Agence de géomatique du Centre-du-Québec.

Pour rendre disponibles les renseignements sur le territoire dans divers domaines d'intérêt (foresterie, agriculture, environnement, industrie, commerce, emploi, etc.) et disposer d'un outil qui facilite la planification du développement et l'aménagement du territoire, la sécurité incendie, la sécurité civile et les plans de mesures d'urgence, la région s'est dotée d'un serveur régional. À l'aide de ce dernier, l'Agence a aussi implanté deux sites Internet en collaboration avec plusieurs partenaires : un premier pour la localisation des industries et commerces du Centre-du-Québec et un second sur les municipalités géomatisées du Centre-du-Québec dédié aux MRC et aux municipalités de la région.

Aussi, grâce à une contribution financière du MAMR dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, l'Agence établira un modèle d'arrimage entre les données locales et celles du système d'information et de gestion en aménagement du territoire (SIGAT) du MAMR en vue d'un transfert d'expertise aux organismes régionaux et aux autres régions du Québec.

(Référence : technique@centre-du-quebec.qc.ca)

MÉANDRES : pour améliorer la qualité de l'eau au Centre-du-Québec. MÉANDRES, c'est le nom du regroupement des quatre organisations de bassin versant du Centre-du-Québec, de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec, de la Fédération régionale de l'UPA ainsi que de plusieurs ministères (dont ceux de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs; des Affaires municipales et des Régions) et organismes (entre autres l'Agence des Services Sociaux et de la Santé de la Mauricie), qui se sont engagés à mettre à profit leur expertise, leurs ressources humaines et financières afin d'améliorer la qualité de l'eau et des écosystèmes de quatre sous-bassins versants du Centre-du-Québec.

Issu de la signature d'une entente de collaboration, le projet MÉANDRES se réalisera en trois grandes phases. Dans un premier temps, des inventaires fauniques, floristiques et agronomiques des quatre sous-bassins versants ciblés permettront d'établir un diagnostic global de la qualité de l'eau et des écosystèmes. Par la suite, on produira à l'intention des propriétaires riverains des outils de connaissance personnalisés, notamment un atlas électronique, un cahier du propriétaire et des documents de formation. Une rencontre avec chacun des propriétaires riverains, qui sont en grande majorité des producteurs agricoles, permettra de leur présenter le diagnostic de leur propriété. Ils seront alors conviés à signer des ententes volontaires de conservation par lesquelles ils s'engageront à mettre en place des solutions de gestion et d'aménagement visant à réduire la pollution diffuse et ponctuelle. L'objectif recherché est que la totalité des propriétaires concernés s'engagent en ce sens.

Pour la réalisation de ces aménagements, que ce soit la modification des pratiques culturales, la mise en place de bandes enherbées ou de haies brise-vent, les propriétaires bénéficieront d'un soutien technique et financier. Le projet se terminera par un suivi de la qualité de l'eau, effectué au cours des années suivant le projet et on prévoit la rédaction d'un guide d'intervention qui permettrait d'appliquer cette approche à d'autres sous-bassins versants.

(Référence : clachante@centre-du-quebec.qc.ca)

■ À inscrire à l'agenda

Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)

Le 7 septembre 2006, à Québec.

Table Québec-régions (TQR)

Le 14 septembre 2006, à Québec.

■ Quoi de neuf?

Insertion socioprofessionnelle des jeunes des régions nouvellement arrivés à Montréal - Plan d'action 2006-2009

Montréal : Forum jeunesse de l'Île de Montréal et collab., [2006]. 12 pages.

Aussi disponible dans Internet :

<http://www.fjm.org/v2/ajr.pdf>

Portrait sociodémographique des jeunes des régions nouvellement arrivés à Montréal

Montréal : Forum jeunesse de l'Île de Montréal et collab., Décembre 2005. 62 pages.

Pour une décentralisation démocratique

Ouvrage collectif et plaidoyer de Solidarité rurale du Québec, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1^{er} trimestre 2006. 234 pages.

Le territoire est mort, vive les territoires!

Une (re)fabrication au nom du développement.
Antheaume, B. et F. Giraut, Paris : IRD Éditions, Institut de recherche pour le développement, 2005. 384 pages.

Ce bulletin est sous la responsabilité du Sous-ministère aux affaires régionales et municipales du MAMR, en lien avec les travaux de la Table Québec-régions.

Sous-ministère aux affaires régionales et municipales

Line Arsenault

Ministère des Affaires municipales et des Régions
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
(418) 691-2012
dpdrr@mamr.gouv.qc.ca

www.mamr.gouv.qc.ca

